



Actes de la conférence internationale

*ENJEUX et PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES en AFRIQUE
FRANCOPHONE*

Dakar, 4-5-6 février 2019

Analyse de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire

Christiane Pélagie OSSIN

Doctorante à l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences
Économiques et de Gestion (UFR-SEG), de l'Université Félix
Houphouët Boigny (UFHB) d'Abidjan en Côte d'Ivoire)

christossin@gmail.com

RÉSUMÉ *L'épargne joue un rôle très important dans tout processus de développement tant au niveau urbain que rural (Abdelkhalek et al., 2012). Cependant, en Côte d'Ivoire peu d'études mettent en évidence l'importance de l'épargne dans le développement des zones rurales. De ce fait, ce présent article se propose d'analyser l'épargne des ménages vivant en zone rurale ivoirienne. À partir de données tirées de l'Enquête sur le Niveau de Vie (ENV) des ménages réalisés par l'Institut National de la Statistique (INS) en 2015 en Côte d'Ivoire, le modèle Tobit simple permet de mettre en évidence, les facteurs incitatifs à la formation de l'épargne en zone rurale. Les principaux résultats montrent qu'il existe une capacité d'épargne rurale en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, les hommes sont ceux qui épargnent le plus par rapport aux femmes. Il faut donc sensibiliser les femmes à la pratique de l'épargne.*

MOTS CLÉS *Épargne rurale, déterminants, Côte d'Ivoire, Tobit.*

Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Pour citer ce document :

Ossin, C. P. 2019. « Analyse de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire », dans *Enjeux et perspectives économiques en Afrique francophone* (Dakar, 4 – 6 février 2019). Montréal : Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal, 343-358 pages.

Introduction

La littérature sur l'épargne des ménages a deux orientations : celle des classiques et néoclassiques, et celle des keynésiens. L'approche des classiques et néoclassiques accorde une grande importance à l'épargne tandis que, l'approche keynésienne accorde une importance mineure. Ces deux approches modélisées constituent la référence dans la littérature. De ces deux approches, l'on retient que l'épargne pourrait être un facteur déstabilisant à court terme parce que susceptible de réduire les débouchés anticipés, mais favoriserait la croissance à moyen et long terme (Villieu, 2008). Dès lors, son importance devient alors secondaire comme l'a soutenu Keynes (1971). Par ailleurs, l'épargne sera reconsidérée dans les travaux menés par les théoriciens de la croissance tels que Harrod-Domar et bien d'autres qui stipulent qu'elle est d'une importance capitale dans tout processus de développement d'un pays, d'une région et même d'un ménage. Cependant, les économies en développement plus particulièrement celle de l'Afrique subsaharienne sont incapables d'épargner ou épargnent très peu (Nurkse, 1953). Ces économies se caractérisent par l'insuffisance du revenu et du niveau élevé de la pauvreté. En effet, plus de 43% de la population vivent avec moins de 2\$ américain en 2012 selon le rapport des Objectifs du Développement Durables (ODD) de 2016. Contrairement à Nurkse, certains économistes du développement (Banerjee et Duflo, 2011) et des économistes comportementalistes (Karlan, 2014) stipulent qu'il y a un potentiel d'épargne dans les pays en développement (Guérin, 2018).

Depuis 1925, avec l'institution de la Journée Mondiale de l'Epargne (JME) jusqu'à ces jours, la promotion de l'épargne est d'actualité dans le processus de développement des pays. En effet, lors du sommet de Pittsburgh en 2009, les dirigeants du G20 reconnaissent l'inclusion financière comme un pilier de l'agenda pour le développement international. À ce titre, elle est considérée comme un moyen efficace de lutte contre la pauvreté et d'atteindre une croissance forte et inclusive. Les autorités ivoiriennes ne sont pas en marge de cette réalité. Face à leur défi de transformer la Côte d'Ivoire en un pays émergent à l'horizon 2020, la question de l'inclusion financière se pose avec beaucoup d'acuité ces dernières années. Le 31 octobre 2017, la Côte d'Ivoire a célébré sa première JME. Lors de cet événement, dont le thème est « l'épargne, condition pour une croissance durable », les différents intervenants, dont le représentant du Ministre de l'Économie et des Finances (MEF) sensibilisent sur l'importance et la

nécessité de l'épargne en Côte d'Ivoire et affirment que cette initiative est le début d'un grand projet d'éducation financière de la population ivoirienne. Dans sa politique d'inciter à plus d'épargne, le gouvernement ivoirien a pris plusieurs mesures depuis 2014 dont la gratuité de certains produits bancaires et l'installation du bureau régional de l'Alliance pour l'Inclusion financière (MEF, 2018).

L'inclusion financière est un processus mis en place par les institutions financières formelles pour permettre aux populations exclues des services financiers d'y participer. En général l'exclusion financière concerne les populations pauvres et de faible revenu. Les zones rurales sont les plus défavorisées en matière d'accessibilité aux services financiers de base cela est dû à la quasi-existence des institutions financières formelles (moins des 1/3) dans ces zones et du niveau élevé de pauvreté 56,8% (ENV, 2015). Pourtant le milieu rural regorge d'énormes potentialités et plus de la moitié du territoire et de la population ivoirienne est rurale. La barrière liée à l'information, la formation et le comportement des populations rurales les rend incapables de tirer profit de l'environnement dans lequel elles évoluent, il faut donc intervenir selon certains économistes tels que Banerjee et Duflo (2011). L'identification des besoins en service financier des ménages montre que leurs dépenses sont la plupart du temps financées par leur épargne, mais jamais en ayant recours au financement des institutions financières (SNFI, 2013)¹. L'épargne est l'un des déterminants essentiels de l'inclusion financière. Existe-t-il une épargne en zone rurale ivoirienne? D'aucuns pensent que les ruraux sont trop pauvres pour épargner du fait de l'insuffisance de leurs revenus et du manque d'activités génératrices de revenus (Devaney et al., 2007). Pourtant d'autres pensent que « les pauvres veulent épargner et épargnent ... mais non sans difficulté » (Rutherford, 2002 ; Brunie et al., 2017 ; Mwansaki et al., 2017 ; Chowa et al., 2012 ; Adams, 1985).

L'intérêt de mener cette étude sur le comportement d'épargne des ménages vivant en zone rurale tient du fait que le gouvernement ivoirien et les professionnels du

¹ Stratégie Nationale pour la Finance Inclusive (SNFI) de 2013. Fiche technique sur l'inclusion financière élaborée en collaboration avec l'UNCDF et le PNUD, le Ministère en charge des Finances a effectué un diagnostic initial de l'offre et de la demande du secteur financier, dont les résultats ont permis d'élaborer une stratégie d'inclusion financière pour les cinq prochaines années.

développement s'attèlent à rechercher des voies et moyens pour mettre en place des programmes de développement à l'endroit des zones rurales. Plusieurs études ont analysé l'épargne des ménages dans les pays en développement, mais très peu se sont focalisés sur l'épargne des ménages vivant en zones rurales du fait de la spécificité de ces zones (Abdelkhalek et al., 2012). Ces quelques rares études effectuées sur l'épargne en zone rurale ont mis en évidence les facteurs explicatifs de l'épargne rurale, mais n'ont pas intégré un aspect essentiel : le facteur culturel et les motifs d'interdépendance qui modélise le comportement des ménages ruraux (Guérin, 2018).

C'est au vu de tout ce qui précède que ce présent article se propose d'analyser les déterminants de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire. Cette étude est menée à partir des données de l'enquête sur le niveau de vie des ménages réalisée en Côte d'Ivoire en 2015 (ENV, 2015) de l'INS. L'observation de ces données montrent qu'en fin d'année précédant l'enquête, les ménages enquêtés ont mis de l'argent de côté, ce qui permet de confirmer l'existence d'une épargne en zone rurale. Mais l'on sait très peu de choses sur les facteurs la déterminant. Le modèle Tobit de type I permet d'analyser les facteurs influant positivement ou négativement la décision d'épargner des ménages vivant en zone rurale. L'adoption de ce modèle montre que, les hommes en activité ont plus de facilité à épargner par rapport aux femmes. Par ailleurs, les ménages de grande taille et ceux dont le chef de ménage est âgé épargnent moins.

Il en ressort donc que les objectifs de l'inclusion financière seront atteints à condition que les aides au développement de l'entrepreneuriat féminin se multiplient. En outre, il faudrait assurer la scolarisation des filles, leur suivi et leur renforcement des capacités, notamment en gestion du portefeuille. Par ailleurs, les autorités financières devraient veiller à la mise en place d'une chaîne des valeurs dans le domaine de la finance inclusive faisant intervenir les quatre principaux acteurs, à savoir les populations, les groupes et associations villageoises d'épargne et de crédit, les microfinances et les banques commerciales.

Après l'introduction ci-dessus, la suite de cet article se présente en trois parties. Premièrement la revue de l'existant est exposée, deuxièmement la méthodologie et les

résultats sont présentés et troisièmement la conclusion et quelques recommandations de politiques économiques sont proposées.

I- Revue de l'existant

L'épargne est un mot usuel, apparemment simple, mais difficile à définir. À première vue, elle se définit comme la partie du revenu qui n'est pas consommée ou qui ne se détruit pas immédiatement (Keynes, 1971). Toutefois, cette définition simplificatrice cache des discordes théoriques relatives à la conception de l'épargne, notamment à travers sa fonction économique, ses déterminants et ses conséquences sur l'économie. Dans la littérature économique, l'épargne des ménages en général a fait l'objet de plusieurs études partant des analyses macroéconomiques aux études microéconomiques aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement.

La revue théorique sur l'épargne révèle qu'elle a fait l'objet d'une grande considération de la part des économistes classiques et néoclassiques. Pour eux, l'épargne occupe une place prépondérante dans l'économie. Elle précède la consommation et c'est le taux d'intérêt qui incite à l'épargne. Cependant, cette assertion ne fait pas l'unanimité, car, selon Keynes, l'épargne est suspecte de réduire l'activité économique. En effet, l'approche keynésienne du comportement d'épargne stipule plutôt que c'est la consommation qui précède l'épargne et l'élément la déterminant est le revenu courant. Pour Friedman (1957), l'épargne est plutôt expliquée par le revenu permanent contrairement à Keynes. Sous la période keynésienne, l'épargne s'est retrouvée au second plan. Ce n'est qu'avec les théories de la croissance que l'épargne sera reconsidérée, notamment avec le modèle d'Harrod-Domar, de Kaldor, de Robinson. Selon l'hypothèse du cycle de vie développée par Ando et Modigliani (1963), ces auteurs intègrent l'aspect temporel dans l'analyse du comportement d'épargne des ménages et montrent que l'épargne est expliquée par certains facteurs structurels sociodémographiques tels l'espérance de vie, l'âge de la retraite, etc.

Malgré la divergence observée dans la conception de l'épargne, l'on retient qu'elle joue un rôle primordial dans le processus de développement. Les travaux d'Adams (1985) et Kessler et Ullmo (1985) se sont intéressés à montrer l'importance de l'épargne rurale dans le développement des pays africains. Ces travaux ont utilisé une démarche

macroéconomique pour affirmer que l'épargne rurale est d'une grande importance et peut contribuer au développement. L'accumulation du capital est donc considérée comme une condition préalable à la croissance économique et constitue l'un des traits communs des théories de la croissance. Ainsi, les ménages forment une part essentielle du processus d'accumulation de capitaux. L'épargne détermine, dans une large mesure, le taux de croissance de la productivité et du revenu.

Les modèles théoriques keynésiens et néoclassiques ont été largement élaborés dans les pays développés pour mettre en évidence les déterminants de l'épargne. Cependant, ces modèles restent insuffisants pour expliquer l'épargne et les facteurs la stimulant dans les pays en voie de développement (PVD) en général et en Côte d'Ivoire en particulier (Teshome et al., 2013). De plus, des études ont montré que les hypothèses de cycle de vie et de revenu permanent ne sont pas adaptées pour analyser le comportement d'épargne des ménages dans les pays à faibles revenus et que c'est plutôt le motif de précaution qui est au centre de l'analyse du comportement d'épargne des ménages à faibles revenus (Dauner, 2004). Quant à Guérin (2018), en plus du motif de précaution, les motifs d'interdépendance expliqueraient le comportement d'épargne des ménages ruraux.

En Côte d'Ivoire, aucune étude macroéconomique ne traite spécifiquement la question de l'épargne rurale. Par ailleurs, la plupart des études ne distinguent pas l'épargne urbaine de celle qui est rurale. Cela justifie l'une des raisons principales pour lesquelles nous avons choisi d'analyser l'épargne rurale. De plus, les travaux touchant l'aspect microéconomique du comportement d'épargne en zone rurale dans les PVD, notamment en Côte d'Ivoire sont limités du fait de la particularité du milieu. (Beuret et Beuret, 1992 ; Bernier et Simon, 2001 ; Tchouassi, 2000 ; Dauner, 2004 ; Robinson, 2004 ; Teshome et al., 2013 ; Brunie et al., 2017 ; Mwansaki et al., 2017 ; Chowa et al., 2012) mettent en évidence l'existence d'une épargne en zone urbaine tout comme en zone rurale par des études monographiques. L'épargne rurale se présente comme l'épargne générée par les populations vivant dans les zones rurales ou encore toute épargne dont elles bénéficient.

Au niveau empirique, certains auteurs (Nurkse, 1953 ; Devaney et al., 2007) ont montré dans leurs travaux que l'épargne rurale est rare dans les pays en voie de développement

en général et dans les pays africains en particulier du fait du faible niveau de revenu des ménages ruraux. En outre, ils expliquent le faible taux d'épargne par l'état de pauvreté. Panouillot (1974) atteste que, les caractères propres de la société africaine due à leur mentalité, la cohésion sociale, l'esprit de solidarité et le parasitisme familial ne sont pas favorables à la formation de l'épargne. Cependant, pour les auteurs (Rutherford, 2009 ; Brunie et al., 2017 ; Mwansaki et al., 2017 ; Chowa et al., 2012 ; Adams, 1985), l'épargne rurale existe. En outre, pour ces auteurs, l'épargne rurale est d'une grande importance et peut contribuer au développement des zones rurales. L'expérience de la célèbre Grameen Bank au Bangladesh l'atteste. Yunus² a fondé la « banque des villages », en 1976, qui a connu un succès et est citée comme modèle de microfinance efficace. En outre, ces auteurs (Mwansaki et al., 2017 ; Brunie et al., 2017) examinent l'impact des groupes d'épargne village sur le bien-être des ménages et montrent que cela favorise la décision d'épargner et améliore leur bien-être.

Rijckeghemet (2009) dans son étude intitulée « the evolution and déterminants of the Turkish private savings rate : what lessons for policy ? », cherche à identifier les variables qui expliqueraient le faible niveau d'épargne en Turquie au cours des années 2004 et 2005. Pour se faire, ils utilisent les données d'enquête sur les caractéristiques et les comportements de 8000 ménages turcs. La variable dépendante considérée est le ratio épargne sur revenu disponible. Comme résultat, ils trouvent que le revenu a un effet significatif et positif sur l'épargne et qu'une hausse de 1% du revenu entraînerait une hausse de 23% du ratio épargne sur le revenu. L'âge du chef de ménage n'a pas d'effet sur ce ratio. La taille du ménage mesurée par le nombre d'enfants a un effet significatif et négatif sur le taux d'épargne. Le niveau d'éducation du chef de ménage a un effet significatif et positif sur le taux d'épargne. Oupoh (2003) étudie les déterminants de l'offre de l'épargne financière en milieu rural. Il réalise une enquête auprès de 78 ménages issus de 4 villages de la sous-préfecture de Soubré (Côte d'Ivoire). L'enquête porte sur les comportements d'épargne des ménages vis-à-vis des institutions financières. L'âge a un effet négatif sur l'épargne ; ce qui signifie que plus les individus vieillissent, moins ils épargnent. Le niveau d'étude a un impact positif sur l'épargne, mais il reste non significatif. Le revenu a un effet positif et significatif sur le

² Muhammad Yunus, docteur en économie de la Vanderbilt University aux États-Unis et fondateur de la Grameen Bank au Bangladesh en 1974, prix Nobel de la paix en 2006.

niveau de l'épargne. La variable distance à l'institution financière est significative et a une influence négative sur l'épargne. La principale limite de l'étude tient à la taille de l'échantillon, ce qui expliquerait éventuellement la non significativité de certaines variables.

II- Méthodologie et résultat de l'étude

Le modèle Tobit simple permettra de modéliser le comportement d'adhésion à l'épargne des ménages ruraux. Il s'agit non seulement de s'intéresser au fait d'épargner, mais aussi au montant de l'épargne si celui-ci décide d'épargner. On suppose que pour n ménage ($i = 1 \dots n$) on connaît le montant Y_i^* de l'épargne lorsqu'il y a eu décision d'épargner.

Soit une variable latente Y_i^* correspondant à la réponse de la question³ pour le ménage i . Y_i^* est observée en tant qu'épargne si $Y_i^* > 0$. Cette valeur est notée Y_i .

Ainsi, l'épargne observée Y_i est censurée à gauche, et c'est plutôt Y_i^* qui est linéairement liée aux variables explicatives X_i . Ce qui permet de définir le modèle Tobit simple comme suit :

$$Y_i^* = X_i\beta + \varepsilon_i$$

X_i la matrice des valeurs des variables explicatives,

β les coefficients du modèle,

et le terme d'erreur avec $\varepsilon_i \sim \mathcal{N}(0, \sigma_\varepsilon^2)$ et donc $Y_i^* \sim \mathcal{N}(X_i\beta, \sigma_\varepsilon^2)$.

Les valeurs observées de la variable expliquée Y_i sont données par :

$$\begin{cases} Y_i = Y_i^* & \text{si } Y_i^* > 0 \\ Y_i = 0 & \text{si } Y_i^* \leq 0 \end{cases}$$

$$\text{i.e } Y_i = Y_i^* \mathbb{1}_{\{Y_i^* > 0\}}$$

³ A combien estimez-vous l'argent mis de côté à la fin de l'année dernière (ENV, 2015)

L'estimation de ce modèle se fait par maximum de vraisemblance. Car la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) aboutit à des estimateurs biaisés.

Soient Φ la fonction de répartition de la loi normale centrée réduite ; φ sa fonction de densité et z_i la variable dichotomique définie par :

$$z_i = \mathbb{1}_{\{Y_i^* > 0\}}, i = 1, \dots, N$$

La vraisemblance du modèle pour un échantillon de N ménages est :

$$\mathcal{L}(y, \beta, \sigma) = \prod_{i: y_i=0} \left[1 - \Phi \left(\frac{x_i \beta}{\sigma_\varepsilon} \right) \right] \prod_{i: y_i > 0} \left(\frac{1}{\sigma_\varepsilon} \right) \varphi \left(\frac{y_i - x_i \beta}{\sigma_\varepsilon} \right)$$

Les estimateurs sont donnés par :

$$(\hat{\beta}, \hat{\sigma}_\varepsilon) = \underset{(\beta, \sigma_\varepsilon)}{\text{Arg max}} \log \mathcal{L}(y, \beta, \sigma_\varepsilon^2)$$

Comme l'a montré Amemiya (1983), avec ce paramétrage en $(\beta, \sigma_\varepsilon)$, la fonction de vraisemblance du modèle Tobit n'est pas globalement concave.

Source et description des données de l'étude

Les données proviennent des Enquêtes sur le Niveau de Vie des ménages (ENV) menées en Côte d'Ivoire en 2015.

L'ENV (2015) a été réalisée par l'INS de février à mars 2015. Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) sert de base de sondage pour l'échantillonnage. L'échantillonnage obéit à un tirage aléatoire à deux degrés. Au premier degré, les Districts de recensement sont tirés proportionnellement dans les strates de l'étude. Au second degré, 12 ménages sont tirés par zone de dénombrement. L'échantillon final obtenu est de 12 900 ménages enquêtés sur 33 strates en tenant compte de la ville d'Abidjan et le District autonome de Yamoussoukro indépendamment des autres strates. En zone rurale, l'on dénombre 7115 ménages enquêtés.

Le traitement des données se fera à l'aide du logiciel Stata (version 13).

Statistiques descriptives

ADHESION A L'ÉPARGNE	Nombre	Pourcentage
Nombre d'épargnants	2 537	35,66%
Nombre de non épargnants	4 578	64,34%
Total	7 115	100%

SEXE	Nombre	Pourcentage
Homme	5 924	83,26%
Femme	1 191	16,74%
Total	7 115	100%

OCCUPATION	Nombre	Pourcentage
Actif	5 590	78,57%
Non actifs	1 525	21,43%
Total	7 115	100%

CHOIX D'EPARGNER PAR SEXE	Homme	femme	total
Nombre d'épargnants	2 184	353	2 537
Nombre de non épargnants	3 740	838	4 578
Total	5 924	1 191	7 115

OCCUPATION PAR SEXE	Homme	femme	total
Actif	4 800	790	5 924
Non actifs	1 124	401	1 525
Total	5 924	1 191	7 115

L'on a effectué une étude sur 7 115 chefs de ménages en zones rurales ivoiriennes. Cet échantillon se compose de 5 924 hommes et 1 191 femmes. Les statistiques descriptives

ont montré que sur les 7 115 personnes interrogées seulement 2 537 personnes épargnent et les 4 578 restants n'épargnent pas. Sur les 2 537 épargnants, on note 2 184 hommes et 353 femmes et sur les 4 578 n'épargnant pas on dénombre 3 740 hommes et 838 femmes. Sur les 5924 hommes chefs de ménages interrogés, 4 800 sont en activité et 1 124 ne sont pas en activité. Sur les 1 191 femmes chefs de ménages interrogées, 790 sont en activité et 401 ne sont pas en activité. Vue ces statistiques descriptives, l'on peut dire que les populations rurales ivoiriennes ont la culture de l'épargne, mais la majorité des personnes interrogées ignorent l'importance de cette pratique.

Présentation et interprétation des résultats

Type d'épargne	coefficient	P> Z
Taille du ménage	-2.79e+07	0,000
Masculin	8.74e+07	0,014
Primaire	3.48e+07	0,305
secondaire	5.12e+07	0,161
Supérieur	2.27e+07	0,843
Age ²	-18764.03	0,046
En activité	1.65e+08	0,000
Richesse	190.1131	0,000
Constante	-8.33e+08	0,000

L'indicateur de richesse capté par la variable dépense comme proxy, le fait d'être un homme, le fait d'être en activité ont un impact positif et significatif sur la décision d'épargner des ménages ruraux en Côte d'Ivoire. Par contre, la taille du ménage et l'âge ont un impact négatif. Le niveau d'instruction primaire, secondaire et supérieure augmente la capacité d'épargne rurale, mais n'est pas significatif dans notre étude.

III- Conclusion et recommandations

Cette étude a permis de mettre en lumière, les différents facteurs déterminants de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire. En effet, les hommes sont ceux qui épargnent le plus par rapport aux femmes. De plus, la variable « en activité » a un impact positif et significatif sur la décision d'épargner des ménages ruraux en Côte d'Ivoire. Tandis que, la taille du ménage et l'âge ont un impact négatif. Cependant, bien que nous estimons de nombreuses insuffisances du système financier ivoirien empêchant la mobilisation totale de l'épargne en milieu rural en général, les résultats de l'étude permettent de faire des recommandations. Premièrement, il est question d'amener l'État de Côte d'Ivoire à créer dans les zones rurales, un cadre formel et environnemental propice aux développements d'activités génératrices de revenus. Cela permettrait à aider au développement de l'entrepreneuriat féminin. Deuxièmement, assurer la scolarisation effective des filles, leur suivi et leur renforcement des capacités, notamment en gestion du portefeuille. Troisièmement, l'État peut également promouvoir l'épargne en zone rurale par une politique rationnelle d'augmentation des revenus à travers la valorisation de l'agriculture, principales ressources dans ces zones. Promouvoir l'emploi en assurant l'égalité entre les hommes et les femmes. Quatrièmement, il est recommandé aux autorités financières de favoriser la mise en place d'une chaîne de valeur dans le domaine de la finance inclusive. Cette chaîne fera intervenir ces quatre principaux acteurs, à savoir les populations, les groupes et associations villageoises d'épargne et de crédit, les microfinances et les banques commerciales.

Bibliographie

Abdelkhalek, T., F. Arestoff, N. El mekkaoui de freitas et S. Mage-Bertomeu. 2012.

"Les déterminants de l'épargne des ménages au Maroc: une analyse par milieu géographique", *Région et Développement*, n°35 : 195-214.

Adam, D. W. 1985. "L'épargne financière rurale a-t-elle un rôle à jouer dans le développement?", dans *Economica. Epargne et Développement*, sous la direction de Kessler, D. et Ullmo, P.: 265-276.

Amemiya, T. 1983. "Non linear regression models", in *Handbook of Econometrics*, edited by Griliches, Z. and Intriligator, M. D. North-Holland Publishing Company. vol 1: 334-389.

Ando, A. et F. Modigliani. 1963 "The Life Cycle Hypothesis of Saving: Aggregate Implications and Tests", *American Economic Review*, Published by: American Economic Association, Vol. 53, No. 1, Part 1: 55-84.

Banerjee, A. et E. Duflo. 2011. "Poor Economics : A Radical Rethink of the Way to Fight Global Poverty", *New York : Public Affairs*, Issue ISBN 978-1-58648-798-0 : 303.

Bernier, B. et Y. Simon. 2001. "Initiation à la macroéconomie", 8 édition Paris: *Dunod*.

Beuret, S. et J.-E. Beuret. 1992. "La problématique de l'épargne dans l'économie paysanne: cas du canton de Tmina en Bolivie", *Économie Rurale*, n°212 : 19-26.

Brunie, A., D. Rutherford, E. B. Keyes et S. Field. 2017. "Economic benefits of savings groups in rural Mozambique", *International Journal of Social Economics*, Vol 44 Issue: 12 : 1988-2001.

Chowa, N. A. G., D. R. Masa et D. Ansong. 2012. "Determinants of saving among low-income individuals in rural Uganda: Evidence from assets Africa", *Advances in Applied Sociology*, vol 2 n°4 : 280-291.

Dauner, G. I. 2004. "Cash or cows? household saving and portfolio choices in developing countries", dans *Thèse de doctorat*, Département d'économétrie et d'économie politique, Université de lausanne.

Devaney, S. A., S. E. Anong et S. E. Whirl. 2007. "Household savings motives", *Journal of consumer affairs*, 174-186.

ENV. 2015. " Enquête sur le Niveau de Vie des ménages en Côte d'Ivoire", *Rapport* rédigé par l'Institut National de la Statistique : 91.

Friedman, M. 1957. "The permanent income hypothesis", in *A theory of the consumption function*, Publisher by : Princeton University Press, Vol ISBN: 0-691-04182-2 : 20-37.

Guérin, I. 2018. "Pourquoi les pauvres n'épargnent-ils pas?", *La découverte, Regards croisés sur l'économie*, n°22: 35-45.

Gueymard, Y. 1984. "L'épargne rurale dans les pays africains", *STATECO*, 58-60.

Karlan D., A. L. Ratan, J. Zinman. 2014. "Savings by and for the poor: A Research Review and Agenda", *Review of Income and Wealth*, 60 : 36-78

Kessler, D. et P. Ullmo. 1985. "L'épargne pour le développement", dans *Economica. Epargne et Développement*, sous la direction de Kessler, D. et Ullmo, P.: 400-407.

Keynes, J. M. 1971. "Théorie générale de l'emploi , de l'intérêt et de la monnaie" dans *Tradition française, Paris: La petite bibliothèque Payot*, 169.

Mwansakilwa, C., G. Tembo, M. M. Zulu et M. Wamulume. 2017. "Village savings and loan associations and household welfare: Evidence from Eastern and Western Zambia", *African Journal of Agricultural and Resource Economics*, 12 (1) : 85-97.

Nurkse, R. 1953. "Problems of capital formation in underdeveloped countries", *Oxford university press*.

ODD. 2016. "Rapport sur les Objectifs de Développement durable" Nations Unies New York.

Oupoh, O. E. 2003. "Déterminants et mobilisation de l'épargne rurale en Côte d'Ivoire", mémoire soutenu pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées DESS, en Analyses Statistiques Appliquées au Développement, option Développement Local et Sectoriel.

Panouillot, C. 1974. "Monnaie et crédit en Afrique", dans *Document du centre de formation des experts de la coopération technique internationale de la fondation nationale des sciences politiques* Paris.

Rijkeghem, C. V. et M. Ücer. 2009. "The evolution and determinants of the turkish private saving rate: what lesson for policy?", *Economic Research Forum, Research Report Serie n°09-01*.

Robinson, M. S. 2004. "Mobilizing savings from the public: basic principles and practices", *Working Paper USAID*.

Rutherford, S. 2002. "Comment les pauvres gèrent leur argent?", dans *Karthala édition* : 165.

Rutherford, S. 2009. "The poor and their money", dans *Practical action publishing*, ISBN 978.1-85539-676-2 : 192.

Tchouassi, G. 2000. "Les comportements d'épargne des femmes au cameroun: une analyse à partir de leurs récits de vie", *African Review of Money Finance and Banking*, *frican Review of Money Finance and Banking* : 117-133.

Teshome, G., B. Kassa, B. Emana et J. Haji. 2013. "Determinants of rural household savings in Ethiopia: the case of East Hararghe zone, Oromia regional state", *Journal of Economics and Sustainable Development*, ISSN 2222-1700 (Paper) ISSN 2222-2855 (Online) vol 4, n°3.

Villieu, P. 2008. "Macroéconomie consommation et épargne", dans *Collection repère la découverte*, 3^e édition ISBN: 978-2-7071-5486-6 : 112